

présentants des sieurs A.-F. Seillière, — 30 décembre, autorisant le
à ajouter un four à souder à l'— de sieur d'Hausen à apporter diverses
Messempré, commune de Messin- modifications à son — de Hombourg-
court (Ardennes); XX, 720. Bas (Moselle); XX, 739.

USINES A TOLE.

DÉCRET du Président de la Répu- tivité son — de Pont-Saint-Ours
blique du 6 juillet 1850, autorisant (Nièvre); XVIII, 574.
le sieur Métairie à maintenir en ac-

3^e SECTION.

OBJETS DIVERS.

Loi du 30 juin 1845, relative à droits d'entrée sur les sels étran-
l'acquisition de la collection miné- gers; XV, 561.
ralogique de M. le marquis de Drée; — 10 juillet, ouvrant un crédit
VII, 542. supplémentaire applicable aux tra-
vau de Chante-Grillet (Loire) à l'instal-
lation de l'Ecole des mineurs de
Saint-Etienne; XVI, 538.

— 15 juillet, sur la police des chemins de fer; VIII, 812.

— 23 juillet 1847, autorisant l'ac- quisition de la propriété de Chante-
Grillet (Loire) pour le service de l'Ecole des mineurs de Saint-Etienne;
XII, 669.

— 8 août, ouvrant un crédit pour l'acquisition de diverses collections
scientifiques; XII, 670.

— 15 novembre 1848, relative aux associations ouvrières; XIV, 580.

— 23 novembre, relative aux sels étrangers destinés à la pêche de la morue; XIV, 580.

— 15 décembre, sur les douanes (extrait); XIV, 598.

— 16 décembre, sur les recettes et dépenses autorisées provisoirement jusqu'au 1^{er} avril 1849 (extrait); XIV, 604.

— 28 décembre, relative à l'impôt du sel; XIV, 609.

— 13 janvier 1849, relative aux

droits d'entrée sur les sels étran- gers; XV, 561.

— 10 juillet, ouvrant un crédit supplémentaire applicable aux tra-
vau de Chante-Grillet (Loire) à l'instal-
lation de l'Ecole des mineurs de
Saint-Etienne; XVI, 538.

— 9 août, relative à l'Ecole d'ad-
ministration; XVI, 558.

— 27 novembre, 5 décembre et 27 février 1850, relative aux com-
missaires et sous-commissaires pré-
posés à la surveillance des chemins
de fer; XVII, 689.

— 29 novembre, modifiant les articles 414, 415 et 416 du Code pé-
nal, relatifs aux coalitions d'entre-
preneurs et d'ouvriers; XVI, 582.

— 1^{er} juin 1850, reportant à l'exercice 1849 un crédit ouvert par
la loi du 8 août 1847 pour le paye-
ment d'un terrain contenant des osse-
ments fossiles situé à Sansan (Gers);
XVII, 744.

— 14 juin, 1^{er} et 10 juillet, con-
cernant les salines des côtes de la
Manche, le sel de troque et l'admis-
sion en France des sels étrangers;
XVIII, 575.

— 5 juillet, sur l'admission et l'avancement dans les fonctions pu-
bliques; XVIII, 572.

— 25 novembre, relative aux comptes rendus des travaux des mi-
nes, des ponts et chaussées et des
bâtiments civils; XVIII, 592.

— 11 janvier 1851, relative au régime commercial de l'Algérie;
XIX, 734.

— 3 février, ouvrant un crédit extraordinaire destiné à encourager
la création d'établissements modéles
pour bains et lavoirs publics; XIX,
742.

— 7 avril, relative à la délimi-
tation de la zone frontière et à la
compétence de la commission mixte
des travaux publics; XIX, 759.

— 14 mai, modifiant l'arrêté du 9
frimaire an XII, en ce qui concerne
les avances aux ouvriers par les pa-
trons; XIX, 764.

— 16 juin, sur la constitution de la propriété en Algérie; XIX, 770.

ARRÊTÉ du 16 février 1841, con-
cernant les conditions d'admission
à l'Ecole des mineurs de Saint-
Etienne; III, 940.

ORDONNANCE DU ROI du 22 mai
1843, relative aux machines et chau-
dières à vapeur autres que celles qui
sont placées sur des bateaux; III, 922.

— 23 mai, relative aux bateaux à vapeur qui naviguent sur les fleu-
ves et rivières; IV, 682.

25 mai, portant création d'une
caisse de secours en faveur des ou-
vriers mineurs de Rancié (Ariège);
III, 928.

— 22 septembre, instituant une
école pratique de maîtres-ouvriers
mineurs à Alais (Gard); IV, 716.

— 15 juin 1844, portant rectifi-
cation de celles des 22 et 23 mai
1843, relatives aux machines, chau-
dières et bateaux à vapeur; V, 725.

— 17 et 27 novembre, concer-
nant la circulation en franchise par
la poste de la correspondance des
fonctionnaires publics exclusive-
ment relative au service de l'état;
VIII, 309, 311 et 368.

— 6 décembre, portant que le
marchand de houille qui vend à la
fois en gros et en détail est assujetti
à la patente de première classe; VI,
696.

ARRÊTÉ réglementaire du 25 juil-
let 1845, relatif à l'Ecole des maî-
tres-ouvriers mineurs d'Alais; VIII,
824.

ARRÊTÉ du 16 novembre, établis-
sant près du laboratoire de l'Ecole
des mines un bureau d'essais pour les
substances minérales; VIII, 870.

ORDONNANCE du 17 janvier 1846,
relative aux bateaux à vapeur qui
naviguent sur mer; IX, 621.

— 15 novembre, portant règle-
ment d'administration publique sur
la police, la sûreté et l'exploitation
des chemins de fer; X, 834.

— 10 décembre, rejetant le pour
voi du ministre des finances contre
un arrêté du conseil de préfecture
du Bas-Rhin (subvention due par
suite de l'exploitation d'une forêt
de l'Etat voisine d'un chemin com-
munal); XII, 668.

— 27 décembre, relative aux af-
faires qui doivent être soumises à
l'examen des comités du Conseil
d'Etat; X, 866.

ARRÊTÉ du 10 janvier 1847, cen-
tralisant entre les mains d'un cer-
tain nombre de préfets le service de
police et de surveillance des che-
mins de fer; XI, 747.

ORDONNANCE DU ROI du 15 février,
autorisant le sieur Collet à maintenir
en activité un moulin à farine à
Chauveney-Saint-Hubert (Meuse);
XI, 725.

ARRÊTÉ du 8 mars, centralisant

entre les mains du préfet de police le service de surveillance du chemin de fer de Paris au Havre; XI, 748.

— 14 mars, centralisant entre les mains du même préfet le service de surveillance de la portion du chemin de fer d'Amiens à Boulogne comprise entre Amiens et Abbeville; XI, 749.

— 31 mai, centralisant entre les mains du préfet du Loiret le service de police et de surveillance du chemin de fer du Centre; XI, 749.

ORDONNANCE DU ROI du 5 juin, portant de nouvelles dispositions sur les concessions en Algérie; XI, 733.

— 14 juin, portant rejet d'une requête présentée par le sieur Izarn, de Toulouse, contre un arrêté du conseil de préfecture de la Haute-Garonne, qui le maintenait au rôle des patentes comme marchand de fer en gros; XIII, 727.

— 1^{er} septembre, sur l'organisation de l'administration en Algérie; XII, 703.

PROGRAMMES pour l'admission aux écoles des mineurs d'Alais; XIII, 795 et 797.

ARRÊTÉ du 20 septembre, centralisant entre les mains du préfet de police les mesures concernant l'ensemble de l'exploitation du chemin de fer de Creil à Saint-Quentin; XII, 745.

— 18 novembre, centralisant entre les mains du préfet du Rhône les mesures concernant l'ensemble de l'exploitation du chemin de fer de Saint-Étienne à Lyon; XII, 746.

— 25 novembre, centralisant entre les mains du préfet des Bouches-du-Rhône les mesures concernant l'ensemble de l'exploitation du chemin de fer de Marseille à Avignon; XII, 746.

— 24 février 1848, nommant M.

Marie Ministre provisoire des travaux publics; XIII, 804.

DÉCRET du 25 février, déliant de leur serment les fonctionnaires civils, militaires, judiciaires et administratifs; XIII, 804.

ARRÊTÉ du 28 février, nommant M. Boulage Secrétaire Général du ministère des travaux publics; XIII, 805.

DÉCRET du 1^{er} mars, portant que les fonctionnaires publics de l'ordre administratif et judiciaire ne prêteront pas de serment; XIII, 805.

— 2 mars, portant que les affaires d'administration courante, réglées précédemment par ordonnances royales, le seront valablement désormais par le Ministre provisoire du département qu'elles concernent; XIII, 805.

— 8 mars, relatif à l'exploitation des sources minérales; XIII, 748.

ARRÊTÉ du 9 mars, portant création d'une Ecole d'administration; XIII, 806.

DÉCRET du 13 mars, portant que nul ne pourra jouir désormais simultanément d'un traitement d'activité et d'une pension de retraite; que néanmoins, le cumul sera toléré jusqu'à concurrence de 700 fr.; XIII, 806.

ARRÊTÉ du 20 mars, substituant aux commissaires royaux près les compagnies de chemins de fer des inspecteurs de l'exploitation commerciale, et instituant des inspecteurs principaux et particuliers; XIII, 817.

DÉCRETS et ARRÊTÉ des 21 et 26 mars, relatifs à l'établissement de magasins généraux pour dépôts de marchandises; XIII, 750.

ARRÊTÉ du gouvernement provisoire du 30 mars, nommant M. Didion commissaire extraordinaire près les chemins de fer d'Orléans et du Centre; XIII, 809.

DÉCRET du 4 avril, assujettissant à une retenue proportionnelle tous traitements, appointements, salaires, pensions et dotations payés sur les fonds de l'Etat et toutes remises accordées sur les sommes reçues ou payées pour le compte de l'Etat; XIII, 809.

— 7 avril, instituant une nouvelle série de chaires au Collège de France et en supprimant d'anciennes; XIII, 811.

ARRÊTÉ du 12 avril, réduisant le cadre des divers services de l'administration centrale; XIII, 823.

DÉCRET du 15 avril, abolissant l'impôt du sel et la prohibition d'entrée des sels étrangers; XIII, 760.

ARRÊTÉ du 22 avril, instituant une commission chargée de présenter un rapport sur les questions relatives au cumul des fonctions salariées, et en confiant la présidence à M. Flocon; XIII, 813.

DÉCRET du 2 mai, réglant les conditions auxquelles les fonctionnaires et employés ont droit à une pension; XIII, 813.

ARRÊTÉ du 3 mai, instituant une commission spéciale chargée d'examiner le mode suivant lequel le concours de l'Etat pourrait s'exercer dans l'exploitation des mines; XIII, 825.

— 11 mai, chargeant M. Trélat du département des travaux publics; XIII, 815.

— 6 juin, modifiant les droits de douane pour les fontes aciéreusees importées d'Algérie; XIII, 774.

— 6 juin, relatif aux fontes brutes importées de Styrie et de Carinthie; XIII, 775.

— 11 juin, relatif à l'importation des fers traités au bois et au marteau; XIII, 775.

DÉCISION du 16 juin, instituant

une commission pour l'examen des diverses questions ayant trait à l'enseignement et au régime des études de l'École des mines; XIV, 668.

ARRÊTÉ du 17 juin, approuvant un tarif supplémentaire pour la perception de l'octroi de Paris; XIII, 776.

— 28 juin, nommant M. Recurt Ministre des travaux publics; XIII, 815.

DÉCRET du 5 juillet, ouvrant un crédit de 3 millions à répartir entre diverses associations d'ouvriers; XIV, 487.

— 15 juillet, concernant les associations d'ouvriers pour l'exécution de travaux publics; XIV, 488.

ARRÊTÉ du 20 juillet, créant un conseil central des écoles de mines; XIV, 674.

— 29 juillet, instituant une Commission centrale des chemins de fer; XIV, 668.

— 29 juillet, nommant membres de la susdite commission MM. Avril, Didion et Busche, et secrétaire M. Lalanne; XIV, 668.

— 4 août, réduisant les droits de navigation à percevoir sur la houille et le coke transportés par le canal latéral à la Loire, à partir du 21 août 1848 jusqu'au 1^{er} juillet 1849; XIV, 504.

— 18 août, sur les travaux publics à adjudger ou à concéder aux associations d'ouvriers; XIV, 519.

— 18 août, levant le sequestre mis sur les chemins de fer de Paris à Orléans et du Centre; XIV, 670.

DÉCRET du 23 août, relatif aux prêts sur dépôts de marchandises; XIV, 534.

— 9 septembre, relatif à la durée du travail dans les manufactures et usines; XIV, 535.

— 9 septembre, portant suppression du droit établi, à l'entrée dans Paris, sur les fers et fontes, le cuivre et le zinc; XIV, 536.

ARRÊTÉ du 11 septembre, nommant trois nouveaux membres de la Commission centrale des chemins de fer; XIV, 671.

— 12 octobre, modifiant le tarif de l'octroi de Paris sur la chaux, les briques, les tuiles, etc.; XIV, 566.

— 13 octobre, nommant M. Vivien Ministre des travaux publics; XIV, 671.

— 14 octobre, prescrivant l'emploi d'un nouveau système d'éclairage à bord des navires à vapeur du commerce; XIV, 567.

— 15 novembre, instituant un cours d'économie et de législation des mines à l'École des mines; XIV, 678.

— 15 décembre, concernant les secours à accorder aux ouvriers des travaux publics en cas d'accident; XIV, 598.

— 18 décembre, modifiant le tarif des droits de navigation établis sur le canal du Centre; XV, 557.

— 20 décembre, nommant M. Léon Faucher Ministre des travaux publics; XIV, 673.

— 29 décembre, nommant M. La-crosse Ministre des travaux publics; XIV, 673.

— 11 janvier 1849, concernant le remboursement, à l'exportation, de la taxe de consommation sur le sel ayant servi à la préparation des viandes et beurres salés et du sel ammoniac; XV, 561.

— 20 janvier, portant de quinze à vingt-quatre le nombre des membres de la Commission centrale des chemins de fer et désignant les neuf nouveaux titulaires; XV, 693.

PROGRAMMES du cours d'économie

et de législation des mines (École des mines de Paris); XV, 580.

ARRÊTÉ du 5 mars, autorisant, sous réserve, l'admission en franchise de l'iode brut; XV, 577.

— 5 mars, autorisant dans les mêmes termes l'admission des plombs bruts; XV, 578.

— 31 mars, relatif au remboursement partiel d'une taxe sur le sel; XV, 587.

— 17 avril, portant règlement de l'École des mines de Paris; XV, 594.

— 5 mai, relatif au remboursement de droits sur le sel; XV, 600.

DÉCRET du 9 juin, nommant M. Léon Faucher membre de la Commission centrale des chemins de fer; XV, 694.

— 23 juillet, relative à la remise accordée, à titre de déchet, pour sels de diverses provenances; XVI, 540.

— 22 août, relatif à l'admission des militaires et marins à l'École des mineurs de Saint-Etienne; XVI, 560.

— 4 septembre, relatif à la perception des droits de navigation établis sur les rivières et canaux non concédés compris dans les bassins de l'Escaut et de l'Aa; XVI, 560.

— 4 septembre, réduisant les droits de navigation perçus sur les canaux Saint-Denis, Manicamp et Saint-Quentin et aux écluses de Fresnes et d'Ywuy (Nord); XVI, 562.

— 15 octobre, concernant les sels employés pour la petite pêche maritime; XVI, 571.

— 31 octobre, nommant M. Bineau Ministre des travaux publics; XVI, 617.

— 17 novembre, relatif aux droits de navigation établis sur le canal latéral à la Loire, de Digoin à

Briare, et sur le canal de Berry; XVI, 581.

— 12 janvier 1850, relatif aux minerais importés d'Algérie; XVII, 676.

— 18 février, autorisant l'établissement d'un chemin de fer, des mines d'Aniche, près de Somain, au chemin de fer du Nord; XVII, 689.

— 2 avril, portant création d'un comité consultatif de l'Algérie; XVII, 698.

ARRÊTÉ du 15 avril, relatif au service de contrôle et de surveillance des chemins de fer en exploitation; XVII, 701.

DÉCRET du 23 mai, relatif à la perception des droits de navigation établis sur le canal du Rhône au Rhin; XVII, 711.

— 31 mai, modifiant le tarif des droits de navigation perçus sur le canal de la Somme; XVII, 713.

— 3 juin, réduisant le droit établi à la sortie des terres pyriteuses; XVII, 714.

— 26 juin, relatif aux droits de navigation établis sur le canal de Berry et sur le canal latéral à la Loire; XVII, 716.

— 11 août, modifiant l'ordonnance royale du 31 mai 1838 sur la comptabilité publique, en ce qui concerne la durée des exercices; XVIII, 581.

— 25 septembre, prorogeant le tarif des droits de navigation perçus sur le canal de Berry et sur le canal latéral à la Loire; XVIII, 588.

— 29 septembre, réglant les prix de vente des poudres de mine et de commerce extérieur; XVIII, 588.

— 9 octobre, réduisant le droit de sortie sur les ouvrages en fonte; XVIII, 589.

— 13 décembre, relatif aux droits

de navigation perçus sur le canal latéral à la Loire et sur le canal de Berry; XIX, 730.

— 31 décembre, prorogeant le tarif des droits de navigation actuellement perçus sur le canal des Ardennes; XIX, 730.

— 31 décembre, prorogeant le tarif des droits de navigation actuellement perçus sur le canal d'Arles à Bouc; XIX, 732.

— 9 janvier 1851, nommant M. Magne Ministre des travaux publics; XIX, 813.

— 14 janvier, modifiant le régime du carbonate de baryte natif à l'importation en France; XIX, 737.

— 16 janvier, élevant M. Bineau, ancien Ministre, au grade de commandeur de la Légion d'honneur; XIX, 813.

— 24 janvier, maintenant M. Magne comme Ministre des travaux publics; XIX, 813.

— 25 février, relatif à l'importation temporaire en franchise de droits, des plombs et étains bruts; XIX, 744.

— 27 mars, portant règlement d'administration publique sur les conditions d'admission et le mode d'avancement des commissaires et sous-commissaires de surveillance administrative des chemins de fer; XIX, 750.

— 28 mars, règlement de l'École des mineurs de Saint-Etienne (extrait); XIX, 819.

DÉCRET du 29 mars, relatif aux droits de navigation perçus sur le canal de Berry et sur le canal latéral à la Loire; XIX, 755.

— 31 mars, concernant les certificats d'admission dans les écoles spéciales, qui suppléent aux brevets de capacité pour l'enseignement primaire; XIX, 755.

ARRÊTÉ du 4 *avril*, étendant à divers services le bénéfice du décret du 4 décembre 1849, qui accorde des primes aux employés de l'administration civile qui justifieront de la connaissance de la langue arabe; XIX, 758.

DÉCRET du 28 *avril*, modifiant le tarif de sortie pour les chevaux et pour le plâtre préparé; XIX, 763.

— 17 *mai*, relatif à la durée du travail dans les manufactures et usines; XIX, 766.

— 28 *mai*, prorogeant jusqu'au 4^e août 1851 le tarif des droits de navigation perçus sur le canal de Berry et sur le canal latéral à la Loire; XIX, 767.

ARRÊTÉ du 14 *juin*, nommant M. Gervaise, ingénieur de la marine, membre de la commission centrale des machines à vapeur; XIX, 817.

DÉCRET du 17 *juillet*, portant modification du tarif d'entrée du sable propre à la fabrication du verre et de la falence; XX, 701.

— 24 *juillet*, supprimant le droit établi à la sortie de la craie; XX, 701.

— 29 *juillet*, portant prorogation

jusqu'au 1^e décembre 1851 du tarif des droits de navigation perçus sur le canal de Berry et sur le canal latéral à la Loire; XX, 702.

— 16 *août*, relatif aux droits de navigation perçus sur le canal des Etangs; XX, 703.

— 8 *septembre*, autorisant l'admission temporaire, en franchise de droits, des fontes brutes employées à la fabrication des machines destinées à l'exportation; XX, 711.

— 26 *octobre*, nommant M. Lacrosse Ministre des travaux publics; XX, 782.

— 5 *novembre*, modifiant les droits établis à l'importation du borax; XX, 720.

— 26 *novembre*, prorogeant jusqu'au 1^e mars 1852 le tarif des droits de navigation sur le canal de Berry et sur le canal latéral à la Loire; XX, 721.

— 3 *décembre*, nommant M. Magne Ministre des travaux publics; XX, 782.

— 11 *décembre*, portant que la tarification établie par le décret du 5 novembre 1851 n'est applicable qu'au borax natif; XX, 725.

IV^e PARTIE.

FIN DE LA TROISIÈME PARTIE.